



*L'Avenir  
en Actions*

## CONVENTION

fixant les conditions de dépotage des lixiviats de centre de stockage de déchets de  
LA CALOTERIE  
à la STEP Jacques Monod de la Communauté d'Agglomération du Calais

### ENTRE :

La Communauté d'Agglomération du Calais (C.A.C) représentée par son Président,  
Monsieur Jacky HENIN,

### ET :

La société SITA FD, société anonyme au capital de 20 036 029,50 € dont le siège social  
est situé 132 rue des trois Fontanot à Nanterre (92), inscrite au registre du commerce et des  
sociétés de Nanterre sous le numéro 388 935 264, représentée par Monsieur Bruno  
BERNARD, directeur général, désigné dans le texte qui suit par l'abréviation « la société SITA  
FD », d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions techniques et  
financières dans lesquelles l'industriel est autorisé à dépoter à la station Jacques Monod de la  
Communauté d'Agglomération du Calais, les lixiviats issus du centre de stockage de déchets  
de La Caloterie.

### ARTICLE 2 : ORIGINE ET NATURE DU PRODUIT

Les produits repris dans cette convention seront exclusivement les lixiviats du centre  
de stockage de déchets de La Caloterie.

Les quantités prévisionnelles sont de l'ordre de 5 000 m<sup>3</sup>/an.

Elles sont données à titre indicatif : la société SITA FD peut, moyennant autorisation  
écrite de la collectivité, dépoter à titre exceptionnel des quantités supérieures de lixiviats sur  
la station d'épuration sous réserve de compatibilité avec l'étude d'impact.

Les quantités journalières dépotées ne dépasseront pas 75 m<sup>3</sup>/j en moyenne, et ne pourront en aucun cas dépasser 100 m<sup>3</sup>/j.

### **ARTICLE 3 : CONTRÔLE DES EFFLUENTS**

La société SITA FD s'engage à s'assurer au préalable de la traitabilité des produits dépotés. Les concentrations des lixiviats ne dépasseront pas les valeurs suivantes :

Paramètres	Concentration maximale admissible (mg/l)
pH	Entre 5,5 et 9
MES	900
DCO	8 000
DBO5	2 000
NTK	3 500
P <sub>total</sub>	50
Chrome hexavalent	0,1
Somme éléments traces métalliques * <sup>1</sup>	15
Fer	25
Plomb	0,5
Cadmium	0,2
Arsenic	0,1
Mercur	0,05
Cyanures libres	0,1
Phénols (indice)	0,3
Hydrocarbures (indice)	10
Somme des HAP et PCB * <sup>2</sup>	0,05
Fluor et composés	15

\*<sup>1</sup> La somme des éléments traces métalliques comprend les éléments suivants : Plomb, Cuivre, Chrome, Nickel, Zinc, Manganèse, Etain, Cadmium, Mercure, Aluminium.

\*<sup>2</sup> - HAP : Fluoranthène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(a)pyrène.  
- PCB : 028, 052, 101, 118, 138, 153, 180.

La société SITA FD s'engage à n'envoyer que des lixiviats issus du CSD de la Caloterie (classe 2).



*L'Avenir  
en Actions*

Chaque camion fera l'objet d'un prélèvement par un agent de la C.A.C.. En cas de dépotages non-conformes, la convention pourra être résiliée après mise en demeure. La société SITA FD pourra faire l'objet de poursuites devant les tribunaux compétents, si l'introduction volontaire de substances indésirables ou toxiques est à l'origine de dysfonctionnements sur les installations de traitement.

La C.A.C. se réserve la possibilité de suspendre l'autorisation de dépotage, pour la durée qui lui convient, si des contraintes d'exploitation le nécessitent.

La société SITA FD effectuera sur les lixiviats issus du CSD de la Caloterie une analyse trimestrielle des paramètres figurant à l'article 3 et fournira à la C.A.C. une copie des rapports d'analyses.

Chaque année, la C.A.C. transmettra à la société SITA FD le bilan annuel des paramètres process de la station Jacques Monod, ainsi qu'une copie des rapports d'analyses des boues.

#### **ARTICLE 4 : DÉPOTAGE DES LIXIVIATS**

Les produits seront dépotés dans l'unité de dépotage des matières de vidange.

La société SITA FD prendra à sa charge directement les frais liés au transport des produits.

Les dépotages s'effectueront du Lundi au Vendredi de 7h15 à 12h00 et de 14h00 à 17h00. Aussi, les camions pourront accéder au site tous les matins jusqu'à 11h45 et tous les soirs jusqu'à 16h45.

A chaque opération, l'utilisateur aura à charge d'assurer l'entretien (lavage) de l'aire de dépotage.

En cas de non exécution, il sera procédé au nettoyage par le personnel communautaire d'entretien, et le coût sera facturé suivant le tarif adopté par l'assemblée délibérante.

Le dépotage, devra être réalisé gravitairement, et sans incliner la cuve.

## **ARTICLE 5 : REDEVANCE DE DÉPOTAGE ET DE TRAITEMENT**

Le dépotage et le traitement des matières de vidange feront l'objet d'une redevance proportionnelle aux volumes traités.

Son tarif sera réactualisé chaque année au 1<sup>er</sup> janvier avec la formule :

$$\text{Redevance lixiviats année } n = \text{Redevance lixiviats } (n-1) \times \frac{\text{Redevance assainissement année } n}{\text{Redevance assainissement } (n-1)}$$

Avec :  
- Redevance assainissement année 2007 = 1,2669 € HT/T  
- Redevance lixiviats 2007 = 12,46 € HT/T

Le montant de la redevance assainissement est fixé chaque année par délibération du conseil communautaire.

## **ARTICLE 6 : CREATION D'UNE COMMISSION DE SUIVI DE LA CONVENTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 7 : RAISON SOCIALE**

En cas de changement de la raison sociale de la société, la présente convention restera applicable. Seule la première page de cette convention sera actualisée afin de mettre à jour les renseignements concernant l'entreprise : raison sociale, capital, siège social, n°RCS.

## **ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à la date de la signature et prévaudra sur toutes les dispositions antérieures.

## ARTICLE 9 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans et sera renouvelée par tacite reconduction pour une durée égale.

Si au terme de la présente convention, l'une ou l'autre des parties ne souhaite pas la reconduire, elle devra en informer l'autre partie moyennant un préavis de six mois.

## ARTICLE 10 : CONSÉQUENCE DU NON RESPECT

Dans le cas où les effluents sont de nature autre que ceux autorisés, la C.A.C., après mise en demeure restée sans réponse, retirera l'autorisation de dépotage jusqu'à conclusion d'un nouvel accord entre les parties.

A Calais, le 30 mai 2007

Le Président de la C.A.C.



Fait en cinq exemplaires

A Nanterre, le 10/05/07

Le Directeur Général

